

Philippines : déclarations de solidarité envers Walden Bello inculpé de « diffamation » et « diffamation cybernétique »

mercredi 10 août 2022, par [Attac \(Europe\)](#), [Attac France](#), [Cedetim/Ipam](#), [ESSE](#), [Intercoll](#) (Date de rédaction antérieure : 10 août 2022).

Le militant altermondialiste Walden Bello a été arrêté le 8 août 2022 sous les accusations de « diffamation » et « diffamation cybernétique », un chef d'inculpation passible aux Philippines de peines très lourdes.

Europe solidaire sans Frontières (ESSF)

Pour l'arrêt définitif des poursuites engagées sous l'inculpation de « diffamation cybernétique » contre Walden Bello

Inculpé de « diffamation » et « diffamation cybernétique », Walden Bello, avec qui nous avons partagé bien des combats, a été arrêté le 8 août dernier à Manille-Quezon City, puis libéré sous caution.

L'accusation de « diffamation » (et plus particulièrement de « diffamation cybernétique ») est couramment utilisée aux Philippines par les personnes en position de pouvoir pour faire taire les oppositions, ou tout simplement pour assouvir une vengeance. C'est très clairement le cas cette fois-ci, l'accusation étant le fait de Jefry Tupas, un ancien collaborateur de Sara Duterte, ancienne maire de Davao City (base territoriale du clan familial), fille du précédent président Rodrigo Duterte et actuelle vice-présidente.

Un critique incisif du régime meurtrier de Rodrigo Duterte (les exécutions extrajudiciaires ont fait des dizaines de milliers de victimes), Walden Bello, lui-même candidat à la vice-présidence lors des élections de mai dernier, avait mis Sara Duterte au défi d'accepter un débat télévisé – elle avait riposté en le déclarant persona non grata à Davao City, en l'accusant d'être un narco-politicien et de diffamation cybernétique.

Ancien parlementaire pour le parti Akbayan (Parti d'action citoyenne), Walden Bello (76 ans) est internationalement connu pour son engagement dans le mouvement altermondialiste. Il a été lauréat du prix Right Livelihood (prix Nobel alternatif) et du prix Most Distinguished Sociologist de l'Association internationale de sociologie. Son arrestation est un message envoyé à quiconque s'attaque à la vice-présidente et au pouvoir en place : même la notoriété ne vous protégera pas.

Les peines encourues en cas d'inculpation pour diffamation sont très lourdes (jusqu'à huit ans de prison), car cette accusation relève, aux Philippines, du délit pénal et non du délit civil, comme c'est souvent le cas dans d'autres pays. Ce qui est en jeu, ce sont les libertés fondamentales d'expression,

de presse, d'investigation, de critique - libertés toujours plus remises en cause avec la nouvelle loi contre la cybercriminalité.

L'association de solidarité internationale Europe solidaire sans frontière (ESSF) s'élève contre la persécution dont Walden Bello est victime et exige l'arrêt définitif des poursuites à son encontre.

Le 9 août 2022

Europe solidaire sans Frontières (ESSF), France



IPAM, le CEDETIM et Intercoll

IPAM, le CEDETIM et Intercoll sont solidaires du D^r Walden Bello et condamne son arrestation par la police de Quezon City.

Nous considérons qu'il s'agit d'un acte autoritaire qui nous met en garde contre l'état de la démocratie et de la liberté aux Philippines.

Toute notre solidarité au D^r Walden Bello et à toutes les personnes, organisations et mouvements qui luttent pour la dignité, la défense de la démocratie et la liberté d'expression.

Attac d'Europe, Attac France

Solidarité suite à l'arrestation de Walden Bello

Mise à jour du 9 août : Walden Bello a été libéré sous caution mais la mobilisation continue pour l'abandon des charges.

Walden Bello, auteur de renommée mondiale, militant pour la justice économique, ancien professeur de l'Université des Philippines et ancien membre de la Chambre des représentants des Philippines pour le parti Akbayan (Parti d'action des citoyens), a été arrêté à Quezon City le lundi 8 août pour « diffamation cybernétique ». Ces accusations ont été déposées par un ancien collaborateur de la vice-présidente sortante Sara Duterte. La diffamation est un délit pénal aux Philippines, et non un délit civil, et le délit de cyberdiffamation, récemment introduit, est passible d'une peine pouvant aller jusqu'à huit ans de prison.

L'affaire contre Bello, 76 ans, a été déposée devant le tribunal local de Davao City, où le clan politique Duterte est au pouvoir depuis plus de trois décennies. M. Bello s'est porté candidat à la vice-présidence lors des élections de mai 2022 avec le Partido Lakas ng Masa (Parti des masses laborieuses), un parti social-démocrate, et a publiquement critiqué Sara Duterte pour ne pas avoir participé aux débats télévisés sur la vice-présidence.

Walden Bello a également évoqué la politique draconienne de lutte contre la drogue de l'ancien président Rodrigo Duterte, le père de Sara Duterte, pendant la campagne. Un rapport de l'ONU avait condamné cette politique qui avait conduit à l'exécution extrajudiciaire « généralisée et systématique » de dizaines de milliers de personnes.

L'arrestation de Walden Bello est un acte clair de persécution politique destiné à semer la peur parmi tou·tes celles et ceux qui pourraient s'exprimer contre le vice-président et le gouvernement actuel. Le gouvernement philippin utilise la nouvelle loi sur la cybercriminalité pour harceler l'opposition politique dans le pays. Cette dernière affaire est similaire à l'accusation de diffamation cybernétique contre la directrice générale de Rappler et lauréate du prix Nobel de la paix Maria Ressa. Ce qui est en jeu dans ces deux affaires, ce sont les droits démocratiques les plus fondamentaux - la liberté d'expression et le droit de critiquer les politiciens.

Nous sommes solidaires de Walden Bello et Maria Ressa, et nous demandons l'abandon de ces accusations vindicatives.

Notes

Walden Bello est lauréat du prix Right Livelihood (prix Nobel alternatif) et du prix Most Distinguished Sociologist de l'Association internationale de sociologie.

Cette déclaration a été approuvée par le réseau des Attac d'Europe.

•

<https://france.attac.org/actus-et-medias/le-flux/article/solidarite-suite-a-l-arrestation-de-walden-bello>



Le Centre tricontinental

CETRI condamne l'arrestation et les poursuites engagées contre l'intellectuel et activiste philippin Walden Bello

C'est avec stupeur et colère que nous avons appris l'arrestation, ce lundi 8 août, aux Philippines, de Walden Bello, intellectuel et activiste philippin bien connu, figure majeure du mouvement altermondialiste, ancien parlementaire, récent candidat à la vice-présidence des Philippines, et collaborateur régulier du CETRI.

Walden Bello est poursuivi pour des propos qu'il a tenus dans le cadre de la campagne électorale à l'encontre d'un collaborateur de la nouvelle vice-présidente, Sara Duterte, en vertu d'une loi controversée, adoptée en 2012, instituant un nouveau crime de « cyber-diffamation ». Sous couvert de lutte contre la désinformation en ligne, cette loi est en effet régulièrement utilisée pour faire taire des opposants au régime, à l'image de la journaliste Maria Ressa, récipiendaire du prix Nobel de la paix en 2021 et critique de longue date de l'ancien président Rodrigo Duterte, arrêtée en 2019 pour des faits similaires.

L'arrestation de Walden Bello constitue donc une attaque de plus contre la liberté d'expression et le droit fondamental des Philippines à pouvoir critiquer le pouvoir en place. Elle est d'autant plus inquiétante qu'elle intervient quelques mois à peine après des élections présidentielles remportées par Bongbong Marcos, le fils du dictateur déchu Ferdinand Marcos, et Sara Duterte, la fille de Rodrigo Duterte, dont le mandat avait déjà été marqué par un recul sans précédent des droits humains aux Philippines depuis la chute de la dictature en 1987.

Il n'aura donc pas fallu longtemps à la nouvelle administration pour s'attaquer à son tour à ses opposants, envoyant de ce fait un terrible avertissement à tous ceux et toutes celles qui souhaitent lutter pour des Philippines plus justes, plus démocratiques, plus solidaires et plus en phase avec les défis environnementaux actuels. Cette situation est inacceptable et elle doit être dénoncée.

C'est pourquoi le CETRI se joint à de nombreuses organisations et personnalités à travers le monde pour exiger l'abandon des charges qui pèsent sur Walden Bello, l'abrogation de la disposition sur la diffamation et la désinformation en ligne en vertu de laquelle il est poursuivi (avec d'autres) et le respect des droits fondamentaux de tous les Philippines et Philippines. Nous en appelons également au gouvernement belge et à l'Union européenne à soutenir les organisations sociales philippines qui font pression en ce sens sur leur gouvernement.

10 août 2022

CETRI

- <https://www.cetri.be/Le-CETRI-condamne-l-arrestation-et>
-